

**MARCHÉ DE NETTOYAGE DE LOCAUX, ÉQUIPEMENTS  
ET SURFACES VITRÉES**

**LOT N° 1 - NETTOYAGE DES LOCAUX DU  
CENTRE DE MEDECINE PHYSIQUE ET DE RÉADAPTATION POUR ENFANTS DE  
FLAVIGNY SUR MOSELLE**

**LOT N° 2 - NETTOYAGE DE LA VITRERIE DU  
CENTRE DE MEDECINE PHYSIQUE ET DE RÉADAPTATION POUR ENFANTS DE  
FLAVIGNY SUR MOSELLE**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières**

**du 1<sup>er</sup>/06/2025**

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ**

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet la détermination des clauses techniques particulières relatives aux prestations de :

- nettoyage des locaux et équipements (lot 1),
- nettoyage des surfaces vitrées incluant leurs encadrements et tablettes (lot 2).

du Centre de Médecine Physique et de Réadaptation pour Enfants (CMPRE) de Flavigny-Sur-Moselle sis 46, rue du Doyen Parisot - 54630 FLAVIGNY SUR MOSELLE.

## **ARTICLE 2 - FINALITÉ DE LA PRESTATION**

Les prestations à réaliser concernant l'ensemble des installations, sont désignées dans les états descriptifs joints en annexe au présent CCTP (Annexes 2 et 3).

Les équipements (mobilier, matériel de bureau et objets meublants) n'y sont pas détaillés mais doivent être dépoussiérés selon la même périodicité que celle précisée au regard des locaux ; leur lavage et désinfection, s'ils sont possibles, interviendront également selon la même périodicité.

Le présent marché est un marché avec obligation de résultat, impliquant que le Titulaire devra constamment s'adapter et mettre tous ses moyens (matériels et humains) en œuvre afin de maintenir en permanence une prestation conforme aux exigences indiquées dans les annexes du présent document.

La qualité de la prestation doit être satisfaisante au regard des trois critères ci-après :

- aspect,
- confort,
- hygiène.

Le niveau de qualité de ces critères est fonction de la nature même des locaux et de leurs équipements ; il est défini dans les états descriptifs figurant en annexes au présent CCTP.

Le site concerné est un établissement sanitaire et est au même titre qu'un hôpital, soumis aux mêmes obligations et contraintes d'hygiène. Les personnels mis à disposition doivent donc maîtriser les différentes techniques et leurs connaissances et pratiques seront remises régulièrement à niveau avec communication des attestations à la Direction de l'Etablissement qui doit répondre aux critères de certification. Ces personnels devront par ailleurs disposer des moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations et du niveau de qualité recherché pour une structure sanitaire.

Le prestataire devra transmettre les attestations de formation concernant l'hygiène en milieu de santé au directeur de l'établissement.

Les personnels du prestataire devront utiliser des produits désinfectants, validés par l'EOH de l'I.R.R.

Le prestataire devra respecter les protocoles de bio-nettoyage joints en annexe.

## **2.1. CRITÈRES D'APPRÉCIATION**

### **2.1.1. Aspect**

D'une façon générale, l'aspect est l'apparence extérieure sous laquelle une personne ou une chose se présente à la vue.

Dans le domaine du nettoyage, l'aspect est la première impression visuelle de netteté et de propreté qu'offrent un local, ses équipements et une surface vitrée. Les prestations de nettoyage devront évidemment être adaptées aux lieux.

Dans ce cadre, les prestations de nettoyage devront s'attacher :

- à réduire la pollution à un niveau non dangereux,
- à ne pas provoquer de pollution nouvelle par l'usage intempestif de méthodes ou de produits nocifs.

### **2.1.2. Confort**

Le confort est l'ensemble des facteurs qui déterminent une sensation de bien-être. Dans le domaine du nettoyage, le confort est apprécié au travers des facteurs suivants tels que l'aspect, les perceptions : olfactives, tactiles, auditives; la sécurité.

En ce qui concerne les perceptions olfactives, les prestations devront :

- supprimer les mauvaises odeurs,
- ne pas être effectuées dans certains aménagements ou locaux à l'aide de produits dont les odeurs ne pourraient être tolérées.

En ce qui concerne les perceptions tactiles, les prestations devront être effectuées de telle sorte que les surfaces traitées ne soient pas désagréables au toucher ou au contact.

En ce qui concerne les perceptions auditives, les prestations devront être conduites de manière à éviter tout bruit intempestif entraînant une perturbation de l'environnement.

En matière de sécurité, les techniques et produits utilisés pour le nettoyage des sols devront être sélectionnés afin que ces derniers ne présentent aucune surface glissante susceptible de constituer un danger pour les usagers.

### **2.1.3. Hygiène**

L'hygiène est l'ensemble des principes et des pratiques relatives à la conservation de la santé. Dans le domaine du nettoyage, l'hygiène repose sur l'assainissement aussi bien des surfaces que des atmosphères ambiantes.

Dans ce cadre, les prestations de nettoyage devront s'attacher :

- à réduire la pollution à un niveau non dangereux ;
- à ne pas provoquer de pollution nouvelle par l'usage intempestif de méthodes ou de produits nocifs.

À cet effet, il devra être tenu compte des risques particuliers que présentent les lieux tels que locaux sanitaires, sous-sol, locaux et équipements concernant les ordures, pour lesquels la qualité d'hygiène sera éventuellement appréciée par des constatations et contrôles périodiques effectués contradictoirement.

En fonction des commentaires donnés à l'article 2.1. supra, les critères définis sont appréciés selon les notations suivantes :

- 1 : moyen
- 2 : assez bien
- 3 : bien
- 4 : très bien

Ces notations sont consignées au regard de chaque prestation dans le tableau figurant en annexe au présent CCTP.

*Exemple : les notations sont exprimées par un groupe de 3 chiffres, chacun d'eux se rapportant respectivement aux 3 critères considérés : aspect, confort, hygiène. Ainsi l'expression "3.2.4." doit s'interpréter :*

- aspect : notation 3 (bien)
- confort : notation 2 (assez bien)
- hygiène : notation 4 (très bien)

## **2.2. MODALITES D'EXECUTION EN CE QUI CONCERNE LA VITRERIE**

Les consignes de sécurité déterminées dans le plan de prévention prévaudront en cas de dispositions contradictoires avec les présents descriptifs (fenêtres ou accès dangereux, exemple : nettoyage 1 face - conditions atmosphériques particulières : vent, gel, ...).

Le Directeur de l'établissement se réserve le droit de faire interrompre une prestation en cours d'exécution en cas de non respect des règles de sécurité à l'égard de son personnel, des patients, de toute personne présente dans l'établissement ainsi que le personnel du prestataire.

En cas de nécessité, l'utilisation d'une nacelle ou une intervention par voltigeurs doit être prévue.

En raison de l'état de santé de certains patients, l'accès à certaines chambres pourra ne pas être autorisé.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que l'attitude de son personnel intervenant dans les chambres des patients doit être exempte de tout reproche.

### **ARTICLE 3 - CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

#### **3.1. DESCRIPTION**

Les prestations à réaliser concernant l'ensemble des installations sont désignées dans les états descriptifs joints au présent CCTP.

#### **3.2. REPÉRAGE**

Les locaux à nettoyer figurent sur les plans joints en annexe au présent C.C.T.P.

#### **3.3. JOURS ET HORAIRES D'INTERVENTION**

Les prestations auront lieu, suivant l'organisation établie par le Titulaire, mise au point avec l'établissement, dans les plages horaires maximales suivantes :

##### **Lot 1 - Centre de Médecine Physique et de Réadaptation pour Enfants : locaux**

- du lundi au vendredi entre 6h00 et 20h00,
- les samedis, dimanches et jours fériés entre 6h00 et 13h00.

##### **Lot 2 - Centre de Médecine Physique et de Réadaptation pour Enfants : vitrerie**

- tous les jours ouvrés entre 8 heures et 17 heures.

#### **3.4. INTERVENTIONS PONCTUELLES**

Le Directeur de l'établissement pourra demander des interventions ponctuelles, par bons de commande, telles que :

- remise en état des lieux,
- désinfection des chambres et couloirs du secteur hébergement,
- nettoyage des plafonds et de matériels divers.

Ainsi que la mise à disposition de personnel à titre exceptionnel (événements exceptionnels, etc.).

Dans ce cas, l'ensemble des « protocoles de nettoyage » internes à l'établissement seront strictement respectés.

La réalisation des prestations supplémentaires citées sera précédée d'un devis descriptif, accepté par le Directeur de l'établissement.

Il correspondra au prix horaire tel que fixé au cadre-réponse annexe à l'acte d'engagement (éventuellement majoré du coût des produits dans certains cas particuliers) multiplié par le

volume horaire de travail prévu pour réaliser la prestation. La bonne fin de ces travaux supplémentaires sera constatée par la signature apposée sur un bon de fin de travail du Directeur de l'établissement ou son délégataire.

Par ailleurs, le Titulaire devra réaliser, durant la prestation d'entretien des locaux, un soutirage de tous les points de puisage d'eau chaude sanitaire, les lundis, mercredis et vendredis, pendant 2 minutes (242 points de puisage).

### **3.5. CONTROLE DE LA PRESTATION DE NETTOYAGE DE LA VITRERIE**

Après chaque intervention, le Titulaire doit fournir le relevé précisant les éléments suivants :

- la date de l'intervention,
- les horaires de début et de fin d'intervention,
- les secteurs d'intervention.

En outre, un contrôle qualité sera planifié, dans les 2 jours ouvrés suivant la fin de l'intervention (selon sa périodicité). Il sera établi contradictoirement entre le Titulaire et le Directeur ou son délégataire et tracé dans un rapport d'intervention singé des deux parties. Un exemplaire de ce rapport sera remis au Titulaire.

## **ARTICLE 4 - MATÉRIELS ET PRODUITS**

### **4.1. ACHEMINEMENT DES MATÉRIELS ET PRODUITS**

Lors de son installation, le prestataire acheminera les matériels et produits nécessaires à l'exécution des prestations aux dates et heures fixées par le Directeur de l'établissement ou son représentant.

Les engins de manutention utilisés seront, s'il y a lieu, munis de bandages caoutchoutés ou de pneumatiques. Le poids de ces matériels doit être compatible avec la résistance des sols, planchers, terrasses, etc.

Si ces engins doivent être, même momentanément, installés sur la voie publique, le Titulaire devra recueillir préalablement l'autorisation de l'administration.

Aucun matériel ou produit ne doit laisser sans rangement après chaque intervention sous peine de leur évacuation sans préavis, aux frais du titulaire.

### **4.2. STOCKAGE DES MATÉRIELS ET DES PRODUITS**

L'établissement met gratuitement à la disposition du Titulaire, des locaux fermant à clé, destinés au stockage des matériels et produits. Leur emplacement sera précisé lors de la mise au point du marché.

Le stockage des produits doit être limité aux quantités nécessaires à l'exécution des opérations de nettoyage pour un mois. Toute précaution doit être prise pour que les produits ne laissent aucune trace sur le sol. Le stockage en vrac de produits pulvérulents est interdit.

Aucun matériel ou produit ne doit être abandonné en dehors des emplacements autorisés ou laissé sans rangement après chaque intervention sous peine de leur évacuation sans préavis, aux frais du titulaire.

#### **4.3. LISTE DES MATÉRIELS ET PRODUITS**

##### **4.3.1. Provenance et qualité des matériels**

Le titulaire devra fournir, dans un délai de 20 jours suivant la notification du marché au Directeur de l'Etablissement, la liste des matériels proposés pour l'exécution des prestations (les chariots de ménage devront comporter au moins deux support-sacs). Cette liste sera accompagnée d'une notice technique précisant notamment la provenance et l'origine de ces matériels.

Les matériels proposés et leurs équipements devront correspondre strictement aux modes de traitement des sols prescrits par les fabricants des revêtements de sols en place selon les préconisations annexées au CCTP.

Le titulaire devra présenter les matériels sur simple demande verbale du responsable précité pour vérification de conformité avec les normes et règlements de sécurité en vigueur. Tout matériel défectueux ou mal entretenu devra être mis hors service et remplacé par le titulaire à ses frais ou remis en état de propreté.

Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise, même par l'intermédiaire de fiches multiples, est interdit.

Les échafaudages devront obligatoirement être conformes à la réglementation. Les matériels ne devront, en aucun cas, être en contact direct avec les parois verticales. Les extrémités supérieures des échelles et escabeaux seront protégés, leurs pieds seront munis de patins protecteurs.

L'établissement se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation sera susceptible de provoquer des dégradations.

Tout dommage causé aux installations, équipements et plantations sera mis à la charge du titulaire.

La fourniture du matériel et l'entretien de celui-ci sont à la charge exclusive du titulaire ; il devra présenter des caractéristiques de quantité et de capacité suffisante pour permettre la bonne exécution des prestations.

##### **4.3.2. Provenance et qualité des produits**

En plus de la fourniture de ces documents dans son mémoire technique, le titulaire doit fournir, dans un délai de 20 jours suivant la notification du marché au Directeur de l'établissement, la liste détaillée des produits proposés pour l'exécution des prestations.

Cette liste doit être accompagnée :

- de la fiche de données de sécurité détaillée précisant notamment la provenance, l'origine, la composition des produits, le potentiel hydrogène (PH) et certifiant la conformité des produits à la réglementation en vigueur en matière de biodégradabilité des éléments tensio-actifs ;
- d'un échantillon référencé de ces produits accompagné de leur mode opératoire.

Les produits utilisés devront être strictement conformes aux prescriptions des fabricants des matériaux constitutifs des sols de l'établissement.

L'établissement se réserve le droit :

- de soumettre les produits à l'avis de l'E.O.H. de l'I.R.R. (Equipe Opérationnelle d'Hygiène),
- d'interdire les produits dont l'utilisation est susceptible de provoquer des dégradations ou de compromettre la sécurité des usagers,
- de vérifier la compatibilité des produits avec les matériaux et/ou les substances existants,
- d'imposer, si le titulaire n'y prête pas attention, le remplacement périodique (au minimum tous les ans) de certains produits désinfectants.

***Tout produit rebuté devra être retiré et remplacé par le titulaire à ses frais.***

#### **4.4. APPROVISIONNEMENT EN FOURNITURES SANITAIRES**

Sont à la charge du titulaire :

- ✓ le lavage, la désinfection et l'approvisionnement quotidien des supports et/ou appareils de distribution de savon, de solution hydro-alcoolique, de papier hygiénique et d'essuie-mains en papier sur l'ensemble des bâtiments.
- ✓ la fourniture et la distribution des produits suivants :

**Dans le cadre de la prestation de nettoyage :**

- les grands sacs poubelles transparents, jaunes et noirs de 110 L résistants collectant les déchets sachant que l'établissement trie les déchets papier différemment des autres déchets,
- les sacs plastiques pour les poubelles disposées dans les bureaux, vestiaires (contenance 20 l) et sanitaires (contenance 6 à 10 l).

#### **4.5. FLUIDES ET BRANCHEMENTS - UTILISATION ECO-RESPONSABLE**

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaire à l'exécution proprement dite des prestations sont assurées gratuitement par l'établissement.



Le titulaire doit éviter tout éclairage superflu, en particulier, il veillera à ce que l'éclairage d'un local soit strictement limité au temps nécessaire à l'exécution des prestations dans ce local, l'éclairage général de l'ensemble des locaux étant proscrit.

Le titulaire doit également prendre toutes dispositions pour ne pas laisser couler l'eau inutilement.

Il lui appartient enfin d'avertir son personnel que l'usage des matériels et équipements que renferment les locaux (photocopieurs, appareils téléphoniques, micro-ordinateurs, etc.) lui est strictement interdit.

#### **4.6. PROTECTION DES INSTALLATIONS**

Le contenu des poubelles est déversé dans le sac plastique adéquat (selon tri précisé lors de la mise au point du marché) puis acheminé par les soins du Titulaire jusqu'au point de collecte des déchets de l'établissement.

<b>ARTICLE 5 - VESTIAIRES DU PERSONNEL</b>
--

Un local fermant à clé et comportant des armoires-vestiaires individuelles est mis à disposition des employés du Titulaire.

**Le Candidat,**

Lu et approuvé (Cachet et signature)

Fait à ..... Le .....

**L'UGECAM Nord-Est,**

Le pouvoir adjudicateur, représenté par la Directrice Générale,

Mme Christelle PROST

Fait à Nancy, le .....